

Nouvelles locales des mercredi 08 et jeudi 09 juillet 2015

@rib News, 09/07/2015 | Sécurité - Le porte-parole de la police nationale du Burundi a affirmé ce mercredi que ce corps a été infiltré par des personnes qui sont habillées en uniforme mais qui ne sont connues ni par la direction générale ni sur les listes de membres de ce corps. Liboire Bakundukize a fait savoir lors d'une conférence de presse que la police nationale du Burundi est composée de deux groupes : l'un composé de policiers qui travaillent conformément à la loi et qui sont au service de la population ; l'autre groupe selon toujours ce haut gradé de la police composé des personnes qui tuent et qui se livrent à diverses exactions contre la population et même contre les policiers qui refusent les ordres de tuer la population.

Il affirme que la cause majeure de l'insécurité au pays est due à la présence de ce groupe au sein de la police. Il assure qu'il a lui-même failli être tué par ce groupe. Selon ses propos, les policiers qui ont été tués à Kamenge par grenade le 1er juillet 2015 ont été tués pendant des manifestations de la police le 1er juillet 2015. Il révèle également que la police a reçu de la part du président Pierre Nkurunziza l'ordre de tuer les manifestants contre son 3ème mandat. - La population de la commune urbaine de Buterere a barricadé ce jeudi matin la route goudronnée passant dans cette commune vers l'aéroport international de Bujumbura. Depuis la route vers Muzinda jusque devant l'aéroport international de Bujumbura, personne n'était autorisé à circuler en véhicule ou avec tout autre engin de transport. La cause de tout cela a été que le service national de renseignement avait arrêté la nuit de ce mercredi à jeudi deux personnes de ce quartier. La population réclamait ainsi leur relâchement. Des coups de feu ont ainsi été entendus durant tout l'avant midi de ce jeudi. La route a été débloquée vers midi par la police alors que la population s'était cachée dans les quartiers. Le porte-parole de la documentation nationale a fait savoir que ces deux personnes ont été arrêtées par ce service. Taisiphore Bigirimana assure qu'elles possédaient des armes et qu'elles sont gardées dans les cachots de ce service. | Politique - Après la proclamation des résultats des élections législatives et communales tenues le 29 juin dernier, les politiciens burundais ont réagi différemment. En effet, le parti CNDD-FDD estime que ce résultat est satisfaisant. Le président de ce parti estime tout d'abord que ce qui est le plus satisfaisant est le fait que les élections se sont déroulées dans la paix totale dans tout le pays. Le député Pascal Nyabenda estime ensuite que les sièges que ce parti a obtenus sont satisfaisants. En outre, il affirme que le report de l'élection présidentielle n'est pas juridiquement ce parti mais demande à ce que la constitution soit respectée. Rappelons que selon la proclamation de la CENI, le CNDD-FDD a obtenu 77 députés, la coalition Amizero yabarundi 21 sièges et l'Uprona 2 sièges. - La réaction est presque semblable du côté du parti Uprona. Le dernier estime que les élections se sont bien déroulées dans la tranquillité. Le secrétaire général de ce parti fait savoir que les sièges obtenus par ce parti ne sont pas conformes à la réalité. Gaston Sindimwo affirme par ailleurs que ce parti va saisir la Cour constitutionnelle pour la vérification du quotient électoral tel que mis en pratique par la CENI. Selon lui, la CENI a devrait se fonder sur l'article 137 du Code électoral pour calculer et dispatcher les sièges, ce qui n'a pas été le cas. Ainsi, il voit que cette erreur a causé à ce parti une perte de près de 10 sièges. Ainsi, il affirme que cette saisine va leur rendre justice. Concernant le report des élections présidentielle, il estime que si le gouvernement et la CENI le trouvent ainsi, cela n'a pas de problèmes. Il trouve par pourtant qu'une longue période de prolongation donne lieu à spéculations et demande à ce que la constitution soit respectée dans tous les cas. - La coalition des indépendants «Amizero yabarundi» estime de son côté qu'il n'y a pas eu d'élections reconnues par tous au Burundi. Cette coalition constate tout d'abord que le calendrier électoral n'a pas été mis en place consensuellement comme au sommet des chefs d'Etat de la communauté est-africaine l'avait recommandé. Rwasaga Agathon estime par ailleurs que les places attribuées à cette coalition ne sont les siennes puis qu'elle n'a pas participé dans lesdites élections. Selon lui, il faut que les élections du 29 juin dernier soient annulées et qu'un scrutin combiné regroupant les législatives, les communales et la présidentielle soit organisé à la date proposée dernièrement par les chefs d'Etat de la communauté est-africaine. - Pourtant, le responsable de la coalition Amizero yabarundi, une voix s'élève ce jeudi pour demander aux élus de cette coalition d'occuper ces places. Selon Ciza Mucyimana, ces places ont été cherchées et obtenues par les membres de cette coalition et de ce fait, ne peuvent pas être laissées à la merci des spéculateurs. - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) assure que le report des élections tel que proposé par les chefs d'Etat de la communauté de l'Afrique de l'Est est techniquement impossible. Le porte-parole de cette commission affirme que le travail technique de la CENI est tel qu'il doit respecter la constitution surtout en son article 103 qui énonce quand le nouveau président de la République prête serment. Prosper Ntahorwamiye assure que le temps est très court pour procéder à toutes les opérations prévues ou probables lors des élections si les élections présidentielles se tiennent le 26 juillet. Il assure que dans 26 jours, il sera impossible pour la CENI d'organiser un deuxième tour s'il y en a ainsi que le temps pour la Cour constitutionnelle d'analyser les recours éventuels. Mais, il précise que la politique électorale que les autorités politiques du pays vont décider sera mise en application par la CENI qui n'est qu'un organe technique. - Sur le terrain de la campagne électorale, le président candidat Pierre Nkurunziza continue sa campagne dans le pays. Partout où il passe, il promet que la gratuité des soins de santé pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes qui accouchent va continuer ainsi que la gratuité des frais scolaires au primaire. Il a aussi assuré que le domaine de l'énergie et de la bonne gouvernance seront privilégiés. Le FNL (Jacques Bigirimana), l'Uprona (Gaston Nduwayo) ainsi que la coalition COPA (Jean de Dieu Mutabazi) continuent eux aussi de chercher des voix malgré l'échec cuisant qu'ils ont essuyé aux législatives et aux communales où seuls deux sièges à l'Assemblée ont été octroyés à l'Uprona alors que les deux autres n'ont rien eu comme député.